

A travers l'Afrique, l'épidémie de viols atteint des proportions inouïes, notamment en Afrique du Sud, pays pourtant doté de systèmes juridique et judiciaire avancés. Un simple regard sur les statistiques témoigne des défis auxquels le continent est confronté dans la lutte contre les violences sexuelles.

La police sud-africaine a signalé 64.000 viols dans le pays rien qu'en 2012, alors même que l'Afrique du Sud s'est attribué le surnom de « capitale du viol dans le monde ». Mais selon les activistes, ces chiffres sont erronés, et ne reflètent absolument pas l'ampleur catastrophique du phénomène.

Début novembre, un centre de réflexion sud-africain connu a mis en doute ces statistiques de la police - affirmant que les chiffres utilisés étaient trop anciens, et moins fiables, ce qui a permis de faire croire que la criminalité s'est améliorée.

Plus inquiétant encore, une étude récente menée par le Medical Research Council a conclu que seule une femme sur 25 ose signaler qu'elle a été violée dans la province la plus peuplée du pays, celle de Gauteng. Là est le problème, fait valoir une militante en faveur des droits humains, Shireen Motara. En Afrique du Sud, les femmes ne déclarent pas qu'elles ont été violées à cause de la réaction des autorités et de leur entourage, même si les lois du pays sont parmi les plus progressistes au monde.

Mme Motara est la directrice du centre Tshwaranang Legal Advocacy Center, basé à Johannesburg, qui aide les victimes de violences sexuelles. Selon elle, le culte de la violence en Afrique du Sud et la misogynie, tendent à neutraliser l'impact des lois pourtant progressistes.

Les victimes de violences sont invitées à « s'habiller convenablement », à « bien se comporter », dit-elle. En d'autres mots, les femmes se font dire que si on les viole, c'est leur faute, affirme Mme Motara. Dès qu'elles signalent un viol, on leur demande si elles avaient bu, comment elles étaient habillées. Bref, comment elles ont pu « provoquer » leur viol.

La violence contre les femmes et les filles a été banalisée. A preuve les sévices épouvantables qui leur sont infligés depuis des années dans l'Est de la République démocratique du Congo

(RDC), où les victimes n'ont pas accès à la justice et où règne l'impunité.